

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/C/W/342

11 mars 2002

(02-1220)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

EXAMEN DES LÉGISLATIONS

Questions posées à la Moldova par les Communautés européennes et leurs États membres

Par une communication de sa Mission permanente datée du 4 mars 2002, la Commission européenne a fait parvenir au Secrétariat une copie des questions suivantes que les Communautés européennes et leurs États membres ont adressées à la Moldova.

A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Veuillez indiquer si votre législation prévoit des mesures pour protéger la santé publique et la nutrition et pour promouvoir l'intérêt public dans des secteurs d'une importance vitale pour votre développement socioéconomique et technologique, comme le dispose l'article 8 de l'Accord sur les ADPIC. Le cas échéant, veuillez montrer en quoi de telles mesures sont compatibles avec les dispositions de l'Accord sur les ADPIC.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. Veuillez indiquer comment votre législation accorde la protection rétroactive conférée en vertu de l'article 18 de la Convention de Berne (cette obligation découle de l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC) et de l'article 14:6 de l'Accord sur les ADPIC.

3. Veuillez expliquer comment votre législation traite le piratage portant atteinte à un droit d'auteur et, en particulier, les informations mises à disposition sur Internet, sans autorisation du titulaire du droit.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

4. Pourriez-vous expliquer la différence entre les marques collectives et les marques de conformité dont il est question aux alinéas 4 et 5 de l'article 2 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce et les appellations d'origine (n° 588-XIII), telle que modifiée en 2000 (ci-après dénommée la "Loi")?

5. Nous croyons comprendre qu'une marque notoirement connue n'a pas à être enregistrée pour bénéficier d'une protection (article 4 de la Loi). Veuillez préciser si, pour bénéficier de la protection de la Loi, une marque notoirement connue, telle que définie à l'alinéa 6) de l'article 2, doit être utilisée dans la République de Moldova ou simplement connue sur ce territoire.

6. Veuillez préciser si la Loi est susceptible de protéger les marques sonores et les marques olfactives (odeurs), comme l'article 15:1 de l'Accord sur les ADPIC semble le permettre.

7. Le déposant peut-il, à propos d'un signe qui n'est pas en soi distinctif, invoquer l'existence d'un caractère distinctif acquis par l'usage (élément antépénultième de l'article 15:1 de l'Accord sur les ADPIC)?

8. Veuillez indiquer si la Loi prévoit un examen d'office pour des motifs absolus et pour des motifs relatifs. Prière d'expliquer quels sont les motifs pour lesquels il peut être fait opposition (article 17 de la Loi) à l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce? Ces motifs d'opposition sont-ils les mêmes que ceux qui sont prévus à l'article 7 de la Loi?

9. À l'article 6 de la Loi, sous le titre "Droits exclusifs liés à la marque de fabrique ou de commerce", il est question de "probabilités de confusion", alors qu'à l'article 7, intitulé "Motifs de refus d'enregistrer", on trouve à l'alinéa 4 le membre de phrase "au point d'induire en erreur". Veuillez préciser si ces termes ont la même connotation et dégager le rapport entre ceux-ci et l'article 16:1 de l'Accord sur les ADPIC.

10. D'après l'article 4 de la Loi, les marques notoirement connues n'ont pas à être enregistrées dans votre pays. Or, l'article 7 4) b) de la Loi, qui a trait "aux motifs de refus d'enregistrer une marque de fabrique ou de commerce, une appellation d'origine ou une indication géographique", contient les membres de phrase suivants: "pour lesquels une marque de fabrique ou de commerce (notoirement connue) est enregistrée" et le "titulaire de la marque de fabrique ou de commerce (notoirement connue) enregistrée". Est-ce à dire que, dans son examen d'office, l'organisme compétent ne considère comme constituant un obstacle possible à l'enregistrement que les marques notoirement connues enregistrées, et que, s'agissant de marques notoirement connues non enregistrées, c'est au titulaire de la marque non enregistrée de faire de son propre chef opposition en vertu des dispositions de l'article 17 de la Loi?

11. Veuillez expliquer en quoi l'article 22 1) de la Loi est compatible avec l'article 19:2 de l'Accord sur les ADPIC. L'usage d'une marque de fabrique ou de commerce par une personne autre que le titulaire de cette marque n'est-il reconnu comme tel au sens de l'article 19:2 de l'Accord sur les ADPIC que lorsque le titulaire de ladite marque en a autorisé l'exploitation dans le cadre d'un contrat de licence?

12. L'article 26 de la Loi dispose que, sur demande, l'enregistrement peut être radié après une période ininterrompue de non-usage d'au moins cinq ans. Veuillez indiquer si la reprise de l'usage après une période de plus de cinq ans de non-usage peut conduire à une remise en vigueur des droits exclusifs.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

13. Veuillez indiquer si l'autorité chargée de l'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce peut refuser une demande d'enregistrement si la marque contient une indication géographique.

14. Pourriez-vous montrer comment l'article 3 3) de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce et les appellations d'origine (n° 588-XIII), telle que modifiée en 2000 (la "Loi"), met en œuvre l'article 23:2 de l'Accord sur les ADPIC?

15. Pourriez-vous expliquer en quoi la disposition susmentionnée subordonne l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce contenant une indication géographique ou qui est

constituée par une telle indication au risque de confusion que court le consommateur, alors que l'article 23:2 de l'Accord sur les ADPIC, à la différence de l'article 22:3, n'impose pas ce critère?

16. Veuillez expliquer en quoi l'article 7 2) c) et d) de la Loi est compatible avec l'article 3 3) de la Loi.

17. Pourriez-vous montrer comment interpréter de manière concordante l'article 3 3) et 3 5) de la Loi?

18. Veuillez déterminer le champ d'application précis de l'article 7 4) d) de la Loi.

19. Veuillez expliquer en quoi l'article 7 9) de la Loi est compatible avec l'article 24:5 de l'Accord sur les ADPIC et, en particulier, montrer comment la référence à la date d'entrée en vigueur de la section 3 de l'Accord sur les ADPIC est incorporée dans cette disposition.

20. Veuillez définir ce qu'est, dans votre législation, une indication géographique. Pourriez-vous indiquer si, aux fins de la Loi, la désignation générale d'indication géographique doit être comprise en tant que désignation de l'appellation d'origine?

21. Veuillez exposer et expliquer les dispositions de votre législation qui, le cas échéant, établissent un lien entre les caractéristiques d'une indication et son origine géographique. Pourriez-vous préciser quelle est, parmi les pièces énumérées à l'article 8 de la Loi que doit fournir le déposant, celle qui garantit que le nom ou le sujet faisant l'objet de la demande se rapporte à un produit lié à un territoire? Veuillez en particulier expliquer comment ce lien avec le territoire est vérifié et avéré.

22. Veuillez déterminer avec exactitude le champ d'application de l'article 8 6) f) de la Loi et, en particulier, établir s'il s'agit d'une procédure parallèle (par le biais de marques de certification) à celle qui semble permettre le dépôt d'une demande concernant une indication géographique en tant que telle (voir article 18 de la Loi).

23. Pourriez-vous montrer en quoi votre législation accorde une protection supplémentaire aux vins et aux spiritueux? Pourriez-vous nous dire quel est le champ précis d'application de la Loi moldave n° 131 relative aux vins et à la vigne? Prière d'énumérer d'autres types de produits couverts, le cas échéant, par cette protection supplémentaire.

24. Veuillez indiquer quel usage est fait dans le territoire relevant de votre juridiction des exceptions, autres que celles mentionnées plus haut, prévues à l'article 24 de l'Accord sur les ADPIC. Pourriez-vous donner des exemples de l'usage des exceptions fait par les tribunaux ou dresser une liste de noms considérés comme génériques dans votre juridiction?

25. Veuillez indiquer quelle est la loi qui s'applique aux situations envisagées à l'article 22 3) de la Loi. Pourriez-vous définir avec exactitude le champ d'application de l'article 22 2) et 22 4) de la Loi?

26. Veuillez préciser si l'article 28 f) de la Loi s'applique aussi aux indications géographiques, telles qu'elles sont définies à l'article 3 de la Loi.

27. Que veut dire l'article 31 1) de la Loi?

28. Veuillez définir le champ d'application de l'article 33 de la Loi à propos des indications géographiques.

E. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

29. La législation protège-t-elle les renseignements non divulgués pendant une période de temps définie? Le cas échéant, veuillez indiquer pendant combien de temps.

30. Veuillez montrer comment votre législation définit les renseignements non divulgués et expliquer comment elle a mis en œuvre l'article 39:3 de l'Accord sur les ADPIC.
